

CROSSING BORDERS

mouvements et luttes des migrations



La date de publication de ce n°2 de *Crossing Borders* n'est pas fortuite : c'est en janvier 2007 que se déroulera à Nairobi le Forum Social Mondial. Comme au FSE d'Athènes en mai dernier, les migrations doivent y être un axe thématique à part entière. Nairobi sera une nouvelle occasion d'échanges politiques euro-africains (p. 2), et aussi de faire passer à un niveau global la mise en réseau des réalités des migrations. *Crossing borders* veut stimuler et accompagner la communication et les mobilisations transnationales. Le n°1 (7 octobre 2006) a été distribué dans toutes les manifestations de la journée transnationale d'action (p. 3/4) ; les premiers retours sont encourageants. Les prochains numéros sortiront pour la campagne de régularisation à l'échelle européenne (p. 2), pour le 1er mai et les actions autour du travail des migrants, et pour la campagne anti-G8 en Allemagne (juin 2007).

À nos sœurs et frères en Afrique, Une même lutte pour la liberté de circulation et le droit au séjour

Lettre transnationale d'informations, n°2, janvier 2007

frères et sœurs en Afrique ! Quand nous, migrants, avons choisi de quitter l'Afrique, nous l'avons fait en femmes et hommes libres. Certains disent que nous sommes les victimes de la faim, des guerres, de la pauvreté, que nous avons été contraints de fuir. C'est souvent le cas. Mais notre décision de partir s'est toujours appuyée sur un projet, une possibilité, la volonté de garder notre futur dans nos mains. Nous avons choisi d'émigrer pour nous libérer de ceux qui prétendent que les uns sont riches et les autres pauvres, les uns européens et les autres africains, pour nous libérer d'une exploitation qui ne connaît pas de limites, qui érige des frontières et entretient des guerres pour exploiter nos besoins et nos projets, en Afrique comme en Europe.

Quand nous avons choisi d'émigrer, après avoir franchi, au prix de mille difficultés, les grillages électriques qui tiennent à distance « les indésirables et les non-choisis », et ces barrières que sont les lois sur l'immigration, nous avons trouvé en Europe d'autres frontières. Pour nous « accorder » le droit au séjour, l'Europe nous considère comme des « objets jetables », une main d'œuvre à bas prix à exploiter dans les usines et les maisons, dans les champs et les services. L'Europe nous veut « intégrés », ce qui veut dire travailler en silence, renoncer à nos projets, à notre futur, à nos luttes. L'Europe veut gérer nos déplacements en militarisant ses frontières, voire en nous enfermant, comme à Ceuta et Melilla, pour avoir simplement voulu être les maîtres de nos propres vies. L'Europe parle de « cultures » tout en créant des hiérarchies inégalitaires. L'Europe nous force à la clandestinité, et construit des centres de détention où elle nous enferme avant de nous expulser quand elle n'a plus besoin de nous, parfois avant même d'avoir « testé » si nous étions bons pour l'exploitation. Les lois européennes nous définissent comme « étrangers » ou « migrants illégaux », tandis que le marché du travail nous met en compétition : européens contre étrangers, migrants contre citoyens !

L'Europe veut nous empêcher de franchir les frontières, alors qu'elle-même les ignore et exporte ses moyens de contrôle dans nos pays d'origine : ce sont les soi-disant « projets de coopération », qui ne sont qu'une importation en Afrique des politiques européennes d'exploitation. Coopérer, pour l'Europe, c'est chercher en Afrique la main d'œuvre à bas prix bonne à exploiter, tout en affaiblissant les luttes des travailleurs. Cela veut dire qu'au lieu de « fonds pour le développement » (une autre façon d'accroître les profits), les pays africains doivent accepter la construction de centres de détention, le contrôle de leurs côtes et de leurs territoires par les patrouilles européennes, les réadmissions forcées de milliers de femmes et

d'hommes. Notre liberté est de plus en plus restreinte, et nous, migrants, sommes une monnaie d'échange au profit d'intérêts qui ne sont pas les nôtres. Quand l'Europe entreprend de violer nos droits et de nous priver de notre liberté, nous savons que nous devons nous battre. Quotidiennement, dans nos lieux de travail et de vie, nous nous battons pour nous faire entendre, pour dire à haute et intelligible voix CE QUE NOUS VOULONS. Le 7 octobre nous avons franchi les frontières de l'Europe et de l'Afrique, nous avons mêlé nos voix par delà les frontières nationales et sociales qui nous veulent muets, nous avons montré qu'une lutte commune est possible. Il devient chaque jour plus nécessaire d'unifier et de multiplier nos luttes : nous n'attendons pas que quelqu'un décide pour nous ! Le mouvement des migrants à travers les frontières ne peut être arrêté. Les mouvements et l'organisation des migrants se renforcent partout dans le monde. À Bamako, à Rabat et aujourd'hui à Nairobi se font jour des possibilités de plus en plus nombreuses de lutte commune en Europe et en Afrique. Seule une dimension transnationale pourra renforcer nos revendications pour la liberté de circulation et le droit au séjour ! Les raisons qui nous ont poussés à quitter l'Afrique ne nous ont pas fait oublier l'Afrique ! Nous regardons cette terre où nous sommes nés, et, à côté des migrations et des frontières internes, nous voulons y voir de puissants mouvements sociaux pour plus de justice. Notre propre mouvement, le mouvement des migrations, et les luttes que nous menons chaque jour en Europe, sont des ressources qui peuvent être partagées avec inventivité par ces mouvements, pour bâtir des nouveaux espaces transnationaux de liberté et d'égalité. Nous nous sommes libérés du colonialisme, aujourd'hui nous devons nous libérer de toute oppression en Afrique et de l'exploitation du travail des migrants en Europe !

Nous avons déjà fait le choix d'émigrer, nombreux seront ceux qui le feront. Tous ceux qui maintenant choisissent ce chemin à la poursuite de la liberté doivent savoir que la liberté n'est pas une aumône, mais qu'elle s'obtient par la lutte. Nous ne voulons pas être des victimes, nous voulons être des acteurs, et aujourd'hui l'espace de notre liberté est celui de notre lutte commune !

Babacar Ndiaye (Italie, Sénégal), Bahija Benkouka (France, Maroc), Bas M. Sene (Italie, Sénégal), Brahim Nadi (Italie, Maroc), Sokhna Codou Sene (Italie, Sénégal), Association des femmes africaines, Association El Rapta des travailleurs égyptiens en Grèce, Communauté éthiopienne d'Athènes, Communauté nigériane de Grèce, Association Sierra-Leonaise de Grèce, Communauté soudanaise de Grèce

EURAFRIQUE - EURAFRICA - EURAFRIKA

Quatre mois après la première Conférence gouvernementale des pays d'Europe, d'Afrique du Nord et d'Afrique sub-saharienne sur « Migration et Développement » en juillet 2006 à Rabat, une conférence du même type a eu lieu en novembre 2006 à Tripoli en Libye. L'hôte, Muammar Khadafi, a ouvert la conférence en affirmant, devant les ministres rassemblés, que le monde ne devrait pas chercher à restreindre les migrations, car elles sont « inévitables » et voulues par Dieu. Khadafi a oublié de parler des centres de détention financés par l'Italie sur le sol libyen, et des programmes de rapatriement des migrants en situation irrégulière, financés par les voisins du Nord. Une déclaration commune a été adoptée par la conférence : elle vise à endiguer le flot des migrants « illégaux » vers l'Europe, mais un fonds de développement de plusieurs milliards de dollars, réclamé par les gouvernements africains, a été rejeté par l'UE.

À la place a été proposé un fonds de 40M € pour gérer les migrations africaines vers l'Europe, rendre moins cher pour les Africains l'envoi d'argent dans leurs pays, et développer un réseau de bureaux des migrations pour ajuster emplois et travailleurs (qu'il s'agisse de migration « temporaire » ou « en circulation », comme le précédent

Pas d'alternative...

L'heure est venue d'un nouveau mouvement transnational et de nouvelles luttes en Europe ! Après la journée du 7 octobre 2006, nous proposons d'organiser une assemblée européenne transnationale pour coordonner les luttes pour la liberté de circulation des migrants et exiger la régularisation de tous les migrants en Europe.

Aujourd'hui, un migrant « illégal » dans un pays européen l'est aussi dans le reste de l'Europe. Les demandeurs d'asile expulsés vers les pays soi-disant « sûrs » sont interdits dans toute l'UE. C'est dans le cadre de « partenariats » que sont organisés les charters communs pour les expulsions groupées, pour accélérer et faciliter les expulsions. Une proposition récente introduisant des normes européennes communes sur « la détention et le renvoi des étrangers » prévoit jusqu'à 6 mois de détention. Les patrouilles au large des côtes européennes et africaines sont la cause de sans cesse plus de morts, tandis que les migrants expulsés vers la Libye ou le Maroc affrontent la mort dans le désert.

Nous sommes persuadé(e)s que pour combattre ce système ce n'est plus aux gouvernements et institutions nationaux qu'il faut s'adresser, mais que les revendications doivent être formulées dans le contexte d'une nouvelle lutte politique visant directement les institutions européennes et exigeant une régularisation à l'échelle européenne. Les institutions européennes ne doivent plus pouvoir s'abriter derrière les « compétences » et les politiques des gouvernements nationaux. Sous le prétexte d'empêcher les migrations clandestines, l'UE mène une guerre contre la liberté de circulation. « Personne n'est illégal », quelles que soient les frontières franchies à l'intérieur de l'Europe ou en dehors : cela veut dire que tous doivent être « réguliers » sur tout le territoire européen ! Cela veut dire lutter contre toutes les frontières, celles qui rendent illégal le mouvement des migrants vers l'espace européen comme celles que l'Europe érige dans les « pays tiers ». Nous sommes de plus en plus nombreux à être conscients du caractère global du combat

programme allemand de « travailleurs invités »). Ces programmes n'empêcheront pas les gens de quitter leur pays et d'exercer leur droit à la liberté de circulation pour rechercher une vie meilleure. Nous jugeons inadmissibles les programmes de réadmission par lesquels les gouvernements, sous la pression de l'UE, acceptent de reprendre les migrants dont l'Europe veut se débarasser.

Le Forum Social Mondial Polycentré de Bamako au Mali en janvier 2006 a appelé à « la construction d'une alliance internationale composée des sociétés civiles, d'ONGs, de mouvements sociaux, fondée sur la solidarité contre ces politiques meurtrières ». La conférence non-gouvernementale de Rabat de juin-juillet 2006, qui a affirmé la liberté de circulation comme droit fondamental et comme condition nécessaire à l'exercice des autres droits, et la journée transnationale d'action du 7 octobre sont des étapes dans la construction de cette alliance. La prochaine échéance est Nairobi. Nous espérons poursuivre et approfondir ce processus durant les actions liées aux migrations qui auront lieu durant le contre-G8 en juin 2007 en Allemagne.

pour la liberté de circulation. Il est urgent de coordonner et articuler nos actions politiques autour du régime européen des migrations, pour que les luttes se répandent en Europe. Il n'y a pas d'alternative.



Chronique : Mouvements et Luites des Migrations...

Comme dans le premier numéro, nous avons rassemblé points forts et images de résistance dans plusieurs pays, pour donner une idée de la multiplicité et de la diversité des campagnes et actions, et pour trouver les « communs » qui fondent une nécessaire perspective transnationale. D'abord le tour des actions du 7 octobre en Europe et en Afrique ; ensuite de brefs rapports par pays d'Eurafrrique ; enfin quelques nouvelles du mouvement pour l'égalité des droits des migrants aux USA.

7 octobre - journée transnationale d'action des centaines de groupes et d'organisations ont signé l'appel commun, et des actions se sont déroulées simultanément dans de nombreuses villes européennes et africaines (photos et compte-rendus : www.noborder.org)

Le 7 octobre en Europe

à Moscou petite manifestation et théâtre de rue contre le racisme ; à Varsovie manifestation de soutien aux réfugiés tchéchènes ; à Göteborg petite manifestation ; Grande-Bretagne : à Londres manifestation avec une importante participation des migrants, actions à Glasgow et Birmingham ; France : manifestations à Paris, Rennes et Angers ; Allemagne : théâtre de rue et manifestations dans 12 villes ; Vienne : manifestation et actions ; Italie : à Bologne action contre l'enfermement des étrangers, manifestation de migrants devant les bâtiments officiels, actions à Milan et Rome ; Espagne : à Malaga manifestation devant le centre de détention, actions et manifestations dans 9 autres villes, ainsi qu'aux Canaries ; manifestation à Lisbonne...

Le 7 octobre dans les pays africains

Mali à Bamako un *Forum des Migrants* de 10 jours, où des migrants expulsés d'Europe ou d'Afrique du Nord ont rapporté leurs expériences et débattu avec des activistes et des chercheurs. Conclusion le 7 octobre avec des appels pour la liberté de circulation, la démocratie et l'auto-organisation des Africains.

Bénin les 6 et 7 octobre une conférence et une session de prières organisées par les groupes de réfugiés. Une assemblée devait se tenir le lundi suivant devant le siège de l'UE, mais après la mort d'un réfugié du fait de l'indifférence du HCR, une assemblée s'est spontanément tenue devant le siège du HCR.

Mauritanie l'Association pour les droits de l'homme a tenu des conférences de presse et une « journée portes ouvertes » à Nouakchott, la capitale, et à Nouadhibou, dans le Nord, d'où de nombreux migrants partent en bateau vers les Canaries ; après un accord avec l'UE, plus de 4000 migrants ont été arrêtés et pour la plupart expulsés depuis mars 2006.

Maroc de nombreuses associations de migrants et d'étudiants ont lancé un appel pour un rassemblement devant le grillage de Ceuta, où en 2005 au moins 11 migrants ont perdu la vie. 150 personnes sont venues évoquer ces événements et ont dénoncé les politiques européennes de migration, tandis que de nombreuses forces de police et de l'armée les entouraient.

Quelques rapports par pays...

Pays-Bas le matin du 6 octobre des activistes sont montés à bord des centres de détention flottants dans le port de Rotterdam et en ont bloqué l'entrée en s'enchaînant aux grilles. Le 7 octobre autre action publique contre les détentions près d'Amsterdam. Les élections de novembre 2006 ont rendu possible la régularisation de quelques 20.000 migrants sans papiers. Pour les demandeurs d'asile, la régularisation ne touche qu'un groupe restreint, ceux qui ont fait leur demande avant le 1er avril 2004 (ce sont ceux qui restent du groupe de 26.000 demandeurs d'asile qui devaient être expulsés en 2004). Dans les écoles et les églises de très nombreuses actions, ce qui a aidé à ce qu'une majorité se déclare au Parlement en faveur d'une régularisation.

Grèce début septembre a eu lieu une 3ème régularisation, touchant ceux qui étaient dans les deux précédentes régularisations mais avaient été rendus illégaux par la suite. Pour les nouveaux arrivants les critères sont quasiment impossibles à remplir. Le 7 octobre à Athènes a eu lieu une petite manifestation d'environ 700 personnes pour la régularisation et le droit des enfants nés en Grèce d'obtenir la nationalité. Des actions également le 7 à Thessalonique et à Chios. Durant l'année 2006 nous avons mené des actions contre le Centre des étrangers à Athènes, où se trouve un centre de détention pour adultes, et contre le commissariat de police d'Omonia, où les migrants sont particulièrement maltraités. Nous essayons de lancer une campagne nationale permanente contre les centres de détention et les expulsions.

Résistance contre les expulsions vers l'Afrique

Sénégal environ 5000 migrants ont été expulsés d'Espagne vers le Sénégal en vertu d'un accord signé le 14 septembre, la plupart d'entre eux en secret et vers le petit aéroport de St Louis, pour éviter des rassemblements de protestation dans la capitale, Dakar. Mais le gouvernement sénégalais - dans la perspective des élections de février 2007 - a mis fin aux expulsions fin octobre, devant les protestations de l'opposition qui a exigé la publication de l'accord et des explications sur l'utilisation des 20M € que le gouvernement a reçus de l'Espagne.

Gambie le gouvernement nouvellement élu de ce petit pays situé au centre du Sénégal a signé avec l'Espagne un protocole d'accord contre l'immigration illégale, a reçu 5M € et a accepté qu'en 1 mois 255 migrants soient expulsés vers la Gambie. À l'atterrissage des 2 avions à l'aéroport international de Banjul, les expulsés ont commencé par refuser de quitter l'avion, puis certains ont brisé les vitres de l'aéroport, cassé des chaises, détruit la climatisation et les pare-brises des voitures sur le parking, tandis que d'autres se frappaient la tête contre les murs, comme s'ils voulaient se suicider. 30 d'entre eux ont été déferés devant une cour de justice. Les milliers de morts dans l'Atlantique n'empêchent pas les départs (tout particulièrement de jeunes) sur de fragiles bateaux vers les Canaries.

Melilla une trentaine de migrants se sont révoltés au début de novembre pendant une expulsion par avion de

l'enclave espagnole de Melilla vers la Guinée-Bissau ; ils ont attaqué les policiers qui se trouvaient à bord et ont forcé le pilote à atterrir sur l'aéroport espagnol de Malaga.

Maroc À l'aube du 23 décembre 2006 ont eu lieu des rafles, des arrestations et des expulsions en masse de subsahariens, planifiées juste avant Noël et conséquence directe de la conférence euro-africaine de Rabat. De 250 à 400 personnes, parmi lesquelles des femmes, des enfants et des demandeurs d'asile reconnus par le HCR, ont été chargées dans des autobus, conduites à la frontière algérienne près de Oujda, et forcées - par des tirs en l'air - de quitter le Maroc au milieu de la nuit. Les militants d'associations humanitaires et de réfugiés s'efforcent de contacter les migrants et de les aider à revenir. Ils accusent le gouvernement de violation des droits de l'homme, dans le cadre de la collaboration avec la politique européenne de migrations.

Mouvements de migrants aux USA

En mars 2006, des centaines de milliers de travailleurs migrants ont défilé dans les rues de Los Angeles pour protester contre les projets américains de criminalisation des travailleurs. Cette manifestation, la plus grande de toute l'histoire de LA, a révélé l'existence d'un géant endormi qui attend d'être réveillé. Le 1er Mai deux manifestations, avec plus d'un million de participants, ont dépassé en nombre celle de mars, ont protesté contre les projets très restrictifs sur l'immigration au Congrès et exigé la régularisation. Ces manifestations faisaient partie d'un ensemble d'actions nationales qui ont réussi à empêcher le gouvernement de poursuivre ses projets sur l'immigration. Mais les efforts d'organisation n'ont pas suffi à maintenir la pression. Dans les communautés, les organisations essaient de trouver le contact avec les centaines de milliers de gens qui sont sortis dans la rue. Les manifestations n'ont pas entraîné une recrudescence des adhésions, et nulle stratégie commune ne s'est dessinée. Pour certains, il faut se concentrer sur l'inscription des migrants sur les listes électorales, et amener des candi-

dates des migrants au gouvernement. D'autres pensent que le gouvernement ne prendra jamais en compte les besoins des travailleurs à bas salaires, et ne fera passer que des lois qui permettront aux compagnies d'embaucher à bas prix sans aider les travailleurs à obtenir leurs papiers. Divers groupes préparent le 1er Mai 2007, mais nous ne savons pas si nous pourrions à nouveau réveiller le géant.



Pourquoi “Crossing Borders” et pourquoi une lettre d'information transnationale ?

Nous voulons renforcer et développer la mise en réseau des expériences de lutte des migrants, en Europe et au-delà. Loin d'ignorer les différences d'une région, d'un pays et d'un continent à l'autre, nous sommes convaincu(e)s de la nécessité de mettre en relation ces différences et de communiquer - et aussi de traverser les frontières ! Nous sommes engagé(e)s dans un processus de *devenir commun*, non seulement par l'échange d'informations et d'expériences, mais plus encore par la lutte contre le régime global d'apartheid et de gestion des migrations, et pour les revendications communes de liberté de circulation et de droit au séjour.

Les mouvements et les luttes des migrations dépassent bien sûr les cadres nationaux, mais les prendre dans un contexte entre États ne permet pas d'appréhender leur importance. Il ne s'agit pas de relations entre États, mais bien plutôt de défier les concepts de frontières et d'États-nations, qu'ils soient définis par des gouvernements ou par des syndicats. Les migrants se déplacent pour une vie meilleure, et contre les hiérarchies d'exploitation. Les migrations sapent le système des frontières, créent des réseaux et des communautés qui dépassent les États-nations et traversent pays d'origine, de transit et de destination. Pour développer la perspective transnationale des droits sociaux globaux, nous avons besoin d'une communication transnationale. *Crossing Borders* en est un outil, et repose sur une large participation. C'est un projet Internet multilingue, dont les fondamentaux sont l'impression, la copie et la distribution décentralisées, dans les lieux et communautés où se trouvent les migrants. Contactez-nous, envoyez-nous commentaires et contributions.

Contact: frassainfo@kein.org Site web: www.noborder.org/crossing_borders/